



société des professeurs d'histoire du québec — c.p. 789, QUEBEC, GIR 4S7

Sainte-Foy, le 01 mars 1976

Cher(e)s collègues,

Dans le cadre de l'action que mène la SPHQ pour contrer certaines initiatives des fonctionnaires du MEQ relativement à l'avenir de l'enseignement de l'histoire et de la géographie, voici le mémoire que nous avons fait préparer.

Ce mémoire a été présenté à toutes les instances pertinentes du MEQ et aux principaux médias. Nous vous en expédions une copie pour vous aider à l'échelon local à mener votre propre action.

Bien à vous,

Claude Poulin  
Secrétaire

CP/ag

p.j. 1

Micheline Johnson  
Didactique de l'histoire

Rock Choquette  
Didactique de la géographie

Université de Sherbrooke

L'histoire obligatoire. Et après?

On sait qu'en 1973, une décision de l'Assemblée nationale du Québec a rendu l'enseignement de l'histoire nationale obligatoire au deuxième cycle du secondaire. Cette décision, s'est trouvée à modifier le programme d'études de l'enseignement secondaire en donnant des possibilités d'option pour les élèves de ce secteur. Il est trop tôt pour parler des conséquences à long terme de cette décision mais il est clair que des conséquences à court terme ont été du lieu. Ainsi, l'enseignement de la géographie s'est trouvé singulièrement dérangé car le nombre d'élèves qui choisissent cette matière, dans le cadre horaire, a diminué.

# SPHQ

## MEMOIRE SUR L'AVENIR DES SCIENCES HUMAINES AU COURS SECONDAIRE

Un projet de la D.S.H.E.S.: les études canadiennes

Il est évident que ces conséquences à court terme ne sont que les symptômes d'un malaise plus général qui est le problème de la conception globale de l'enseignement secondaire. Il n'est pas dans notre propos de traiter de cette question ici. Toutefois, certaines déclarations de fonctionnaires du ministère de l'éducation peuvent prêter à réfléchir. Ainsi, lors du dernier congrès de la société des professeurs de géographie du Québec, M. Roger Haeblerlé, directeur de programmes à la Direction générale de l'enseignement secondaire au Ministère de l'éducation du Québec a fait un commentaire sur la décision de l'Assemblée nationale du Québec de rendre l'enseignement de l'histoire obligatoire.

Micheline Johnson  
Didactique de l'histoire

Roch Choquette  
Didactique de la géographie

Université de Sherbrooke

### L'histoire obligatoire. Et après?

On sait qu'en 1975, une décision de l'Assemblée nationale du Québec a rendu l'enseignement de l'histoire nationale obligatoire au deuxième cycle du secondaire. Cette décision s'est trouvée à modifier le programme d'étude de l'enseignement secondaire en diminuant encore les possibilités d'option pour les élèves de ce secteur. Il est trop tôt actuellement pour parler des conséquences à long terme de cette décision mais il est clair que des conséquences à court terme ont déjà eu lieu. Ainsi, l'enseignement de la géographie s'est trouvé singulièrement dérangé car le nombre d'élèves qui choisissaient cette matière, dans la grille-horaire précédente, a considérablement diminué au profit des élèves qui sont maintenant 'obligés de choisir l'histoire.' De plus, nombre de professeurs de géographie sont obligés d'enseigner l'histoire. Enfin, le programme d'histoire nationale devant être offert, dès septembre '76, aux élèves du secteur professionnel, le plan d'études du programme d'histoire nationale devra être modifié pour satisfaire cette nouvelle clientèle.

### Un projet de la D.G.E.E.S.: les études canadiennes

Il est évident que ces conséquences à court terme ne sont que les symptômes d'un malaise plus général qui est le problème de la conception globale de l'enseignement secondaire. Il n'est pas dans notre propos de traiter de cette question ici. Toutefois, certaines déclarations de fonctionnaires du ministère de l'éducation peuvent prêter à réfléchir. Ainsi, lors du dernier congrès de la société des professeurs de géographie du Québec, M. Roger Haeberlé, directeur de programmes à la Direction générale de l'enseignement élémentaire et secondaire au Ministère de l'éducation du Québec a fait une déclaration. Commentant la décision de l'Assemblée nationale du Québec de rendre l'enseignement de l'histoire obligatoire,

il a dit: "Il est évident que cette mesure est provisoire car elle s'inscrit dans une revision complète du programme d'études au secondaire."<sup>(1)</sup> Et analysant, par la suite, les questions qu'il faudrait se poser à l'intérieur de cette revision du programme d'études au secondaire il mentionne: "1. Est-ce toujours important d'avoir une matière obligatoire en 1975 puisque le cours secondaire n'est plus terminal et qu'il peut être considéré comme un processus d'éducation continue? 2. Le contenu de certaines disciplines est-il bien précisé? 3. Le nombre de périodes est-il juste pour tous les cours? Certains cours pourraient avoir cinq périodes par semaine alors que d'autres pourraient en avoir moins. 4. Faut-il spécialiser les disciplines au secondaire ou prévoir des approches plus intégrées? Par exemple, un cours de science de l'homme au deuxième cycle pourrait comprendre l'histoire et la géographie nationales."<sup>(1)</sup>

M. Haeberlé terminait son exposé en espérant que toutes ces questions trouveraient réponse au moment de la revision du programme d'études au secondaire.

#### Toujours des solutions administratives

Il nous semble clair que les préoccupations principales de M. Haeberlé semblent être d'ordre administratif. Ne parle-t-il pas de "caractère obligatoire" à supprimer, de "nombre de périodes" et d'"intégration de discipline"? Son souci majeur serait-il alors d'économiser des périodes pour satisfaire les exigences de la grille-horaire et du système d'options. Se pourrait-il que, selon une bonne tradition qui nous est maintenant familière, les fonctionnaires du ministère pensent trouver des solutions avant même d'avoir posé les problèmes fondamentaux de l'école secondaire? Or, nous apprenons par la directive 08-00-12 que "les commissions scolaires (...) pourront offrir à leur clientèle un cours d'histoire-géographie du Québec et du Canada (...), comme alternative aux programmes

475-412 et 470-412". En fondant les deux cours, histoire nationale et géographie nationale en un seul cours d'"études canadiennes" sous le modèle des "Social Studies" américain, on fera une importante économie de périodes dans la grille-horaire surchargée du 2e cycle du secondaire; on donnera satisfaction, en apparence simultanément, aux professeurs d'histoire et de géographie du Québec qui seront, semble-t-il, tous habilités à enseigner ce programme d'"études canadiennes"; on évitera d'entamer le bloc de matières scientifiques intouchable qui figure dans la grille-horaire du secondaire depuis que cette voie royale d'accès aux études collégiales a été constituée dans l'éventail des cours du secondaire; on continuera d'accorder aux Commissions Scolaires une autonomie inquiétante dans la composition des programmes d'études.

Il nous paraît regrettable qu'on ait continuellement recours à des solutions de type administratif pour régler des problèmes de formation globale. Mais nous n'en sommes pas surpris. La population a appris à ses dépens, depuis longtemps, que les technocrates du Ministère de l'éducation préféraient toujours les ordinateurs, les organigrammes ou les schémas théoriques de développement aux réalités concrètes, celles qui sont vécues par l'ensemble des élèves et des professeurs du niveau secondaire.

#### La situation actuelle

Sur le plan pédagogique, cette décision aura des conséquences assez désastreuses. Sans épiloguer longtemps sur la différence de méthodologie qui distingue l'histoire de la géographie, on peut examiner tout bonnement les conséquences pra-

tiques de la coexistence, de ces deux disciplines à l'intérieur d'un programme unique. Tout d'abord, rappelons que depuis 10 ans, il s'est abattu beaucoup de besoin au niveau de l'enseignement des sciences humaines au secondaire. Le grand public aurait tort de s'imaginer que l'enseignement de l'histoire et de la géographie se fait de la même manière que "dans son temps". Dans de nombreuses commissions scolaires, dans de nombreuses polyvalentes, des équipes ont été constituées pour mettre en place des cadres d'enseignement plus adaptés.

Par ailleurs, au Ministère même, à la division des Sciences de l'homme, on n'a pas chômé. Le rapport des A.D.P. en Sciences de l'homme publié en juillet 1975,<sup>(2)</sup> sur le travail accompli ces cinq dernières années, est assez éloquent: programmes renouvelés, équipes de consultation, interventions dans le milieu. Les recommandations de ce rapport rejoignent presque à la lettre, les efforts des deux Sociétés de professeurs d'Histoire et de Géographie, pour stimuler l'enseignement de ces deux disciplines.

Un matériel pédagogique considérable a ainsi été constitué. Il deviendra complètement inutilisable dans le cadre d'histoire-géographie que pense instaurer le Ministère de l'éducation. Les professeurs d'histoire et de géographie seraient obligés de faire table nette et de recommencer à neuf les efforts de pédagogie concrète et vivante qu'ils ont faits depuis une décennie. Et quels seraient les professeurs les plus touchés par cette décision? Justement ceux qui ont fait avancé le plus l'enseignement de l'histoire et de la géographie chez nous. Par contre, un certain nombre pourrait peut être ne pas être affecté par le changement de programme. L'analyse des effectifs pourrait peut-être nous démontrer que ces personnes sont justement des professeurs de français, de mathématique ou de cathéchèse qui enseignent l'histoire ou la géographie en complément d'horaire.

### La Production didactique

D'autre part tout le matériel didactique actuellement en usage dans les écoles deviendra à toute fin pratique inutilisable. En effet, bien qu'insuffisante, la production didactique a été très intéressante dans les domaines d'histoire et de la géographie depuis 10 ans.<sup>(3)</sup> Les outils proposés sont principalement axés sur les méthodologies spécifiques de l'histoire et de la géographie. Dans un cadre global d'"études canadiennes", ce matériel sera considéré comme trop spécialisé et devra par conséquent être mis au rancart. Il faudra inventer de nouveaux instruments pédagogiques au lieu de raffiner l'opérationalité du matériel déjà existant. Après les millions qui ont été dépensés, à tort et à travers pour l'éducation dans la province, nous croyons pouvoir nous dispenser de ce gaspillage.

### La Formation des Maîtres

Enfin toute la question de la formation des maîtres serait à repenser. En effet, tous les programmes actuels de formation des maîtres dans les universités québécoises séparent la formation des professeurs de géographie de celle des professeurs d'histoire dans leurs programmes universitaires. Il en est de même pour les cours offerts aux maîtres en exercice. La formation reçue dans les universités deviendrait de ce fait complètement inadéquate pour les futurs enseignants du programme d'"études canadiennes" suggéré et on peut même se demander qui seraient les didacticiens qui prépareraient à enseigner ce programme d'"études canadiennes". Déjà, en 1960, le défunt Département de l'Instruction Publique formait un comité de professeurs d'histoire et de géographie pour la préparation de programmes d'études. La première décision du comité était de se séparer en deux sous-comités tant il était difficile

pour les représentants des deux disciplines de travailler conjointement à la préparation de programmes.

### L'intégration des matières

Ces propos peuvent paraître réactionnaires. En effet, l'intégration des disciplines est à la mode par les temps qui courent. Au nom de l'intégration, il se fait actuellement dans la province de Québec tant d'expériences différentes qu'il n'est pas possible, pour l'instant, d'évaluer objectivement les résultats de ce cadre pédagogique. Pour notre part, l'expérience nous a appris qu'au nom de l'intégration des disciplines on instaurait un système pédagogique dans lequel une ou plusieurs matières étaient considérées comme instrumentales par rapport aux acquisitions fondamentales d'une autre discipline. A partir du même principe, pourquoi ne songe-t-on jamais à intégrer des matières dites scientifiques? En théorie, l'intégration des matières semble toujours souhaitable. En pratique, elle se fait presque toujours au nom d'objectifs spécifiques à une discipline en particulier. A notre connaissance, il n'y a guère que les jardinières d'enfants dans les maternelles qui réussissent cet objectif inaccessible de l'intégration des disciplines.

### Le modèle américain: les "Social Studies"

L'intégration de l'histoire et de la géographie dans un programme unique n'est pas une chose nouvelle. Au contraire, elle existe aux Etats-Unis depuis près d'un siècle. En effet, sous le titre de Social Studies ou de New Social Studies, d'innombrables programmes d'études ont été élaborés, aux Etats-Unis, tant au niveau élémentaire qu'au niveau secondaire. Il existe, dans la littérature pédagogique américaine, une bibliographie considérable des "Social Studies" à côté de la littérature spécifique à l'enseignement de la géographie et de l'histoire. De fait, depuis une

quinzaine d'année, sous l'étiquette "New Social Studies", le cadre même des sciences humaines a été considérablement élargi et ce sont toutes les sciences de l'homme qui sont proposées aux adolescents américains, de l'anthropologie à l'économique. On y inclut également, bien entendu, la formation politique du futur citoyen.

#### Les "Social Studies" au niveau élémentaire

Psychologues et pédagogues ayant démontré à satiété depuis Dewey que l'histoire et la géographie étaient inaccessibles aux intelligences enfantines à l'école élémentaire, du moins dans le cadre où elles étaient traditionnellement présentées, c'est-à-dire un cadre axé sur la mémorisation de certains faits, les "Social Studies" ont donné lieu, aux Etats-Unis, à des curriculums extrêmement intéressants pour le niveau élémentaire. Quelques-uns sont axés sur l'apprentissage de concepts de base propres aux sciences humaines; d'autres sont axés sur l'étude analytique des réalités entourant la vie de l'enfant; d'autres sont axés sur des activités d'exploration du milieu social ambiant par des méthodologies empruntées à l'ensemble des sciences humaines.<sup>(4)</sup> Il est intéressant de noter que ce même cadre intégré est proposé, à l'élémentaire, pour l'étude des sciences de la nature.

#### Les Sciences humaines à l'élémentaire

Contestées dans certaines de ses applications locales, le cadre des "Social Studies" au niveau élémentaire a cependant le mérite de permettre une approche globale de la réalité. C'est pour viser un tel objectif que le programme des "Sciences humaines à l'élémentaire" a été instauré, dans les écoles du Québec, à l'automne de 1971.<sup>(5)</sup> Ce programme est fort différent de l'enseignement traditionnel de l'histoire et de

la géographie. Il s'en distingue principalement par quatre points. 1. On n'y étudie plus des matières mais des réalités; 2. on n'apprend plus des séries de réponses mais bien d'avantage, on y apprend à interroger le réel et à mettre en relation entre eux les différents aspects du milieu; 3. on n'apprend plus mécaniquement dans un manuel mais bien plutôt au moyen de situations d'apprentissage fort variées appelées activités d'éveil; 4. enfin le rôle du maître n'est plus de transmettre des connaissances mais bien développer un certain nombre de concepts de base qui serviront de piliers à la formation secondaire. Ces concepts sont: l'apprentissage de la notion de temps, de la notion d'espace, du concept de société ainsi que l'habileté à établir des relations entre les différents phénomènes observés. Entré dans les écoles avec beaucoup de timidité en 1971, ce programme commence à être appliqué d'une manière extrêmement dynamique dans un grand nombre de commissions scolaires. Notons également qu'un programme intégré de sciences de la nature existe également au Québec, pour le niveau élémentaire. Or, s'il était pertinent de choisir l'intégration des matières pour enseigner les Sciences humaines à l'élémentaire, il semble qu'il soit plutôt risqué de faire la même chose pour le niveau secondaire.

#### Retour à l'enseignement de la géographie

Dans un article récent,<sup>(6)</sup> M. Pierre Dagenais met bien en évidence la tendance actuelle dans l'orientation des programmes de géographie aux Etats-Unis. Pour situer le contexte historique de cette nouvelle orientation de l'enseignement de la géographie, on se reporte au début des années 60. Les Russes viennent de damer le pion aux Américains dans la course aux exploits spatiaux, les premiers, ils ont réussi à lancer un homme (Yuri Gagarin) dans l'espace extra-terrestre. L'exploit soviétique plonge les Américains dans un étonnement admiratif mêlé de consternation.

Ces succès de leurs rivaux ébranlent l'assurance tranquille et sereine de leur supériorité, provoquant, entre autres réactions, un vaste mouvement de remise en question de la valeur de leur système d'éducation. En 1964, la loi N.D.E.A.<sup>(7)</sup> consacre une aide extraordinaire de \$1,800,000 de fonds fédéraux à la réalisation d'un programme triennal de revalorisation de l'enseignement, dont une part importante à la géographie et à l'histoire. Cette revalorisation a surtout donné lieu à d'importants investissements, en personnel de supervision, en prêts étudiants, en bourses, en recherches.

Suite à ce mouvement de valorisation de l'enseignement de la géographie, cette discipline est offerte depuis 1970 comme matière autonome au niveau secondaire sous le vocable de High School Geography.

Il nous semble donc évident qu'un retour à un enseignement type "Social Studies", selon une approche intégrée de l'histoire et de la géographie, serait un recul en considérant l'orientation récente manifestée notamment aux Etats-Unis et dans certains pays du monde. Confirmant cette tendance, M. Benoît Robert de l'Université Laval résume la situation de l'enseignement de la géographie en France et en Angleterre.<sup>(8)</sup> Après avoir exposé des tableaux illustrant les divers cours offerts dans ces deux pays, M. Robert conclut: "Donc, l'Angleterre, comme la France, consacre en principe deux années d'études à son patrimoine géographique. Il est à remarquer que la géographie nationale dans ces deux pays s'insère dans un programme complet d'études où les élèves pourront développer non seulement une meilleure connaissance de leur pays, mais aussi des pays qui les entourent et de ceux plus lointains. Il en est de même pour l'enseignement de l'histoire."<sup>(8)</sup>

### Crise de l'enseignement de l'histoire

Quant à l'enseignement de l'histoire, tel que donné dans le cadre des "Social Studies", il a donné lieu à des critiques radicales. Dans un article récent, M. Roger Saucier, de l'Université Laval, analysait longuement les causes de cette crise de l'enseignement de l'histoire.<sup>(9)</sup> Cette crise n'est certes pas étrangère aux difficultés que traverse cette discipline même dans les milieux universitaires. Mais il est clair que partout, cet enseignement est en perte de vitesse. Qu'elle soit à la remorque des "Social Studies", ou noyée dans l'encyclopédisme traditionnel, l'histoire cède de plus en plus la place aux autres "sciences sociales".<sup>(10)</sup> Ainsi, de nombreux programmes d'histoire diachronique sont expérimentés en Belgique, en France et au Québec. Dans ces programmes, les concepts de sociologie et d'économie ont remplacé les cadres traditionnels de l'histoire. Est-ce un progrès?

Une enquête récente, subventionnée aux U.S.A. par l'"Organization of American Historians" démontre qu'il s'enseigne de moins en moins d'histoire dans le cadre des "Social Studies"; que le peu qu'on y enseigne est axé presque exclusivement, sur l'étude du présent; mieux, que même l'obligation légale de suivre un cours d'histoire n'entraîne pas un authentique enseignement de l'histoire.<sup>(10)</sup> D'ailleurs le déplacement des programmes vers les "new social studies" axe davantage les élèves vers le "problem solving" aux dépens d'une rigoureuse méthodologie historique. "Bunk as History" titrait récemment le magazine Newsweek en commentant cette enquête.<sup>(11)</sup> (L'histoire: de la bouillie pour les chats). Ainsi, sonne-t-on l'alarme chez nos voisins du sud.

### Les "Canadian Studies"

Au Canada Anglais, l'histoire est plus souvent enseignée dans un cadre global appelé

"Canadian Studies" ou "Social Studies". (Il est difficile de généraliser ici, compte tenu du fait qu'il existe 10 programmes distincts pour les dix provinces.) Déjà, en 1953, l'historienne Hilda Neatby avait stigmatisé dans un livre-choc, So little for the mind les faiblesses du système d'éducation au Canada. Elle y dénonçait, entre autres, l'enseignement des "Social Studies", notamment au niveau secondaire.<sup>(12)</sup> Quinze ans plus tard, une étude de l'éducation civique au Canada, aboutissait à la même conclusion: "La majorité des diplômés anglophones de l'école secondaire quitte les classes d'études canadiennes sans avoir acquis les aptitudes intellectuelles, les connaissances et l'attitude dont ils ont besoin pour jouer un rôle efficace de citoyen du Canada d'aujourd'hui" écrit A.B. Hodgetts au terme de son enquête Quelle Culture? Quel héritage?<sup>(13)</sup> Au total, il appert donc que l'intégration des disciplines pour les sciences humaines ressemble d'avantage à un échec qu'à un succès au niveau secondaire.

#### Non! au projet d'"études canadiennes"

Aussi ne faut-il pas s'étonner si les enseignants envisagent avec pessimisme le projet d'"études canadiennes" que plusieurs commissions scolaires s'apprêtent à instaurer avec la bénédiction du Ministère. Le "Comité Québécois des Sciences Humaines", seul comité consultatif auprès de la D.G.E.E.S. a réagi vigoureusement, le 21 novembre 1975, par une résolution adaptée à l'unanimité, selon laquelle ce comité souhaite que, et la géographie et l'histoire s'enseignent au niveau secondaire, selon diverses modalités adaptées aux différents secteurs.

Les deux sociétés de professeurs impliquées dans cette actions, la S.P.G.Q. et la S.P.H.Q., se sont hâtées, par une lettre signée par leurs présidents respectifs,

d'entériner cette résolution et elles ont invité leurs membres, par une lettre circulaire du 18 décembre 1975, à refuser d'enseigner un programme d'"études canadiennes" et à lutter avec elles à promouvoir l'enseignement de l'histoire et de la géographie au niveau secondaire.

### Une tâche difficile

Ce groupe de professeurs est certes conscient des difficultés qui sont les siennes. L'enseignement de l'histoire et l'enseignement de la géographie se heurtent à des difficultés énormes. Il doit d'abord se désaffecter d'une conception encyclopédique et élitiste qui fait uniquement de ces enseignements une habileté à reconnaître des noms. Il doit ensuite viser à développer la base méthodologique indispensable qui sert de support aux apprentissages réels. De plus, il doit adapter à des auditoires de plus en plus jeunes et variés, un contenu de plus en plus complexe et vaste. La tâche à accomplir en effraierait plus d'un. Mais quand on lit les Bulletins de Liaison de ces deux sociétés de professeurs, force nous est de constater que c'est là qu'on est le plus lucide.

### Une culture sans racine

En somme, les professeurs d'histoire et de géographie souhaitent mettre fin à la culture sans racine qui se pratique depuis quinze ans dans nos écoles. Ils veulent redécouvrir la valeur dynamique de la perspective historique et l'approche pluridisciplinaire propre à la perspective géographique. La valeur formatrice de ces deux disciplines n'est pas à démontrer. Toute formation qui les néglige relève d'une pédagogie mesquine et inadéquate. Aussi, à l'heure où l'ensemble des disciplines scolaires se coupe de ses racines, à l'heure où on pratique allégrement partout le Tabula rasa, faisant fi de tout ce qui nous a précédé en ayant l'air de penser qu'une

réflexion pédagogique qui ne serait pas nouvelle n'est pas valable, il est réconfortant de constater que des professeurs n'ont pas démissionné. A vrai dire ils sont les seuls, ou presque, à travailler à nourrir notre conscience collective. Et qu'on cesse de mépriser un enseignement qui ne se prête pas à une mesure objective à l'intérieur d'une grille-horaire. Le mesurable ne donnera jamais qu'un chiffre de plus. Et l'homme, lui dans toute sa dimension humaine, n'est pas mesurable. L'avenir des sciences humaines au secondaire, c'est peut-être l'avenir de notre collectivité.

- (4) Voir notamment: Johnson M., 1977, "The status of history in the schools", dans *The Journal of American History*, vol. LXXI, no 2, Sept. 1976, pp. 357-371.
- (5) *Orientation générale des sciences humaines à l'Université*, Brochure 16-2029 de la B.C.E.B.F.
- (6) P. Duchesne, "Le mouvement de rénovation de l'enseignement de la géographie aux États-Unis", dans *Revue de géographie de Québec*, avril 1975, pp. 7-14.
- (7) "National Defense Education Act" voté le 25 août 1958 par le président Johnson.
- (8) R. ROBERT, "L'enseignement de la géographie nationale en France et en Angleterre", dans *Didactica-Géographie*, 1974, pp. 33-40.
- (9) R. Sautier, "Crise de l'enseignement de l'histoire", dans *Éducational Review*, vol. 2, no. 2, 1974, pp. 103-111.
- (10) Richard S. JOHNSON, "The status of history in the schools", dans *The Journal of American History*, vol. LXXI, no 2, Sept. 1976, pp. 357-371.
- (11) *New York*, 10 nov. 1975.
- (12) Hilda Neahty, *To fight for the child*, Toronto, 1953, pp. 159-180.
- (13) A.G. Holgate, *Quelle culture? Quel héritage?* L'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario, 1968, p. 153.

Micheline Johnson  
Didactique de l'histoire

Roch Choquette  
Didactique de la géographie

Université de Sherbrooke

NOTE

- (1) Roger Haerberlé, "Le rôle du Ministère de l'Education dans la préparation de la maquette du programme d'études de l'enseignement secondaire", dans Didactique-Géographie, numéro spécial, oct. 1975, p. 51.
- (2) Berger, Brulé, Lenoir, Sixième rapport bi-annuel des ADP en sciences de l'homme, Ministère de l'Education, 11 juillet 1975.
- (3) Voir le Bulletin Officiel du Ministère de l'Education, Supplément No 39 (30 avril 1975). Voir également le Bulletin de Liaison de la S.P.H.Q., vol. 14 no 1, pp. 6-9.
- (4) Voir notamment. Richard E. SERVEY, Social Studies instruction in the elementary school, 1967; Malcolm P. DOUGLASS, Social Studies. From theory to practice in elementary education, 1967; John Jarolimek, Social Studies in elementary Education, 1971.
- (5) Orientation nouvelle des Sciences humaines à l'élémentaire, Brochure 16-2680 de la D.G.E.E.S.
- (6) P. Dagenais, "Un mouvement de rénovation de l'enseignement de la géographie aux Etats-Unis", dans Cahiers de géographie du Québec, avril 1970, pp. 27-34.
- (7) "National Defense Education Act" voté le 16 octobre 1964 par le président Johnson.
- (8) B. ROBERT, "L'enseignement de la géographie National en France et en Angleterre", dans Didactique-Géographie, oct. 75, pp. 44-46.
- (9) R. Saucier, "Crise de l'enseignement de l'histoire", dans Prospectives, vol. 9 no. 2, 1974, pp. 108-111.
- (10) Richard S. KIRKENDALL, "The Status of History in the schools", dans The Journal of American History, vol. LXII, no 2, Sept. 1975, pp. 557-570.
- (11) Newsweek, 10 nov. 1975.
- (12) Hilda Neatby, So little for the mind, Toronto, 1953, pp. 159-186.
- (13) A.G. Hodgetts, Quelle culture? Quel héritage? L'institut d'études pédagogiques de l'Ontario, 1968, p. 133.